

Rapport sur la Stratégie d'Amélioration des Données Foncières Socio-Économiques Botswana

Davis Marumo

Documents de travail ISELDA-002

*Apporter de la rigueur et des éléments de preuve à
l'élaboration des politiques économiques en Afrique*

AFRICAN ECONOMIC RESEARCH CONSORTIUM
CONSORTIUM POUR LA RECHERCHE ÉCONOMIQUE EN AFRIQUE

Rapport sur la Stratégie d'Amélioration des Données Foncières Socio-Économiques Botswana

Par

Davis Marumo

Coordinateur national du CREA-ISELDA, Botswana

CREA Document de Travail ISELDA-002

Consortium pour la Recherche Economique en Afrique, Nairobi

Mars 2022

CETTE ÉTUDE DE RECHERCHE a été rendue possible grâce à une subvention du Consortium pour la Recherche Economique en Afrique. Toutefois, les conclusions, opinions et recommandations sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement les points de vue du Consortium, de ses membres individuels ou du Secrétariat du CREA.

Publié par : Le Consortium pour la Recherche Economique en Afrique
B.P. 62882 - City Square
Nairobi 00200, Kenya

© 2022, Consortium pour la Recherche Economique en Afrique.

Table des matières

Acronymes et abréviations

Liste des tableaux

Résumé analytique

Remerciements

1.	Introduction	1
2.	Méthodologie	6
3.	Stratégie d'amélioration des données foncières	10
4.	Conclusions et recommandations	24
	Références	26
	Annexe A	27
	Annexe B	29
	Annexe C	32

Acronymes et abréviations

CREA	Consortium pour la Recherche Economique en Afrique
UA	Union Africaine
AUDA-NEPAD	Agence de développement de l'Union africaine-Nouveau partenariat pour le développement africain
ISELDA	Inventaire des données socio-économiques sur les terres en Afrique
LAPCAS	Administration, procédures, capacités et systèmes fonciers
LIS	Système d'information foncière
MLWS	Ministère de l'aménagement du territoire, des services de l'eau et de l'assainissement
NEPAD-NPCA	Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique - Agence de planification et de coordination
RCMRD	Centre régional de cartographie des ressources pour le développement
ODD	Objectifs de développement durable

Liste des tableaux

1	Vision et objectifs stratégiques pour la production de données foncières	viii
2	Identified Issues, Strategies, Actions and Responsible Actors / Agency	ix
3	Objectifs et indicateurs de développement durable	3
4	Ministères, départements et autres organisations / institutions parties prenantes	10
5	Qualité des données socio-économiques foncières au Botswana	12
6	Analyse SWOT : Production et diffusion de données socio-économiques sur les terres	15
7	Vision et objectifs stratégiques pour la production de données sur les terres	18
8	Questions, stratégies, actions et acteurs responsables identifiés / Agence	19

Résumé

L'objectif principal du projet d'inventaire des données socio-économiques sur les terres en Afrique (ISELDA) était de comprendre les données socio-économiques existantes sur les terres en Afrique et d'identifier les domaines de mise en correspondance de différents ensembles de données qui peuvent enrichir l'analyse des questions foncières afin d'améliorer la compréhension et d'informer l'élaboration des politiques. Les objectifs spécifiques étaient les suivants (1) fournir un inventaire des enquêtes socio-économiques sur les ménages et les entreprises au Botswana, les niveaux d'accès aux données par les chercheurs intéressés, et la méthodologie utilisée pour ce faire ; (2) documenter les preuves fournies par les questions liées à la terre qui ont été incluses dans les enquêtes passées et indiquer comment les données de celles-ci peuvent être consolidées ou intégrées pour un meilleur accès par les décideurs politiques et par les chercheurs ; (3) identifier les moyens d'améliorer les instruments de collecte de données foncières de routine prévus par les bureaux de statistiques afin de collecter des données plus pertinentes dans le cadre de la prise de décision ; et (4) identifier comment des projets spécifiques visant à intégrer les terres dans les plans d'investissement peuvent utiliser les données disponibles pour l'analyse coûts-avantages et compléter les efforts de collecte de données de routine.

Les consultations des parties prenantes et les visites de sensibilisation sur le projet de gouvernance foncière au Botswana de l'Agence de développement de l'Union africaine et du Nouveau partenariat pour le développement africain (AUDA-NEPAD) se sont déroulées du 23 au 27 septembre 2019 à Gaborone, au Botswana, sous la direction d'un représentant du Centre régional de cartographie des ressources pour le développement (RCMRD), Leonard Sweta. Le représentant de l'AUDA-NEPAD, Rudo Makunike, a également participé aux réunions. L'équipe (AUDA-NEPAD, RCMRD et Consortium pour la recherche économique en Afrique (CREA ; représenté par Davis Marumo) a organisé des visites conjointes des parties prenantes du 23 au 27 septembre 2019. L'AUDA-NEPAD a fourni un aperçu du projet lors de ces réunions. Le RCMRD était chargé de rassembler les données géospatiales et le CREA a rassemblé les données socio-économiques sur les terres. Le calendrier des visites des parties prenantes est fourni à l'annexe A.

La stratégie d'amélioration des données foncières implique une participation active des principales parties prenantes aux questions foncières dans le pays. Les consultations avec les acteurs publics et non étatiques ont permis de définir la vision,

la mission et les objectifs stratégiques du secteur de l'administration et de la gestion des terres, comme indiqué dans le tableau 1. Plusieurs problèmes socio-économiques liés aux données foncières, les stratégies et actions proposées pour les résoudre et l'acteur ou l'agence responsable sont résumés dans le tableau 2.

Tableau 1 : Vision et objectifs stratégiques pour la production de données foncières

Vision		
Disposer d'un système de statistiques socio-économiques cohérent, fiable, efficace et axé sur la demande concernant les terres et les activités liées à la terre.		
Objectif general		
Produire des données et des informations socio-économiques pertinentes, complètes, exactes, fiables, cohérentes et opportunes sur les terres et les questions liées aux terres pour une prise de décision, une planification et une gestion fondées sur des preuves dans le secteur de l'administration et de la gestion des terres.		
Objectifs spécifiques		
Objectif 1	Objectif 2	Objectif 3
Développer un système de statistiques foncières et connexes cohérent, fiable, efficace et axé sur la demande, qui soutienne la prise de décision, la planification et la gestion de la politique foncière dans le secteur de l'administration et de la gestion des terres.	Renforcer le développement des ressources humaines et la capacité de gestion pour la collecte, l'analyse, la diffusion et l'utilisation de données et d'informations socio-économiques sur les terres et les questions liées aux terres.	Renforcer les institutions, les processus et les programmes de mise au point de statistiques pour la production et la diffusion de données et d'informations socio-économiques sur les terres et les questions liées aux terres
<p>La réalisation des objectifs stratégiques ci-dessus est conditionnée par :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Maintenir une utilisation efficace et efficiente des ressources du gouvernement local et central. • Rationaliser le flux d'informations. • Maintenir une main-d'œuvre efficiente et efficace. • Coordonner et superviser la production et la gestion des statistiques socio-économiques sur les terres et les questions foncières dans les ministères, départements et autres organisations/institutions concernés. • Produire et diffuser des statistiques socio-économiques complètes, intégrées, précises et opportunes sur les terres et les questions foncières, nécessaires pour informer les initiatives et les processus d'administration et de gestion des terres. • Développer et maintenir la base de données socio-économiques sur les terres et les questions foncières. • Coordonner et collaborer avec toutes les parties prenantes clés dans la production et la diffusion de statistiques socio-économiques sur les terres et les questions foncières. • Développer les capacités de production et d'utilisation des statistiques socio-économiques sur les terres et les questions foncières.. 		

Tableau 2 : Questions, stratégies, actions et acteurs/agences responsables identifiés

OS1: Améliorer la coordination et la gestion de la production et de la diffusion des statistiques socio-économiques sur les terres.			
Question	Stratégies,	Actions spécifiques	Acteur/agence responsable
<ul style="list-style-type: none"> • Coordination, collaboration, mise en réseau et partage d'informations limités entre les différents départements ministériels et les autres acteurs concernés. • Absence de cadre institutionnel pour la production et la diffusion de statistiques socio-économiques sur les terres et les questions liées à la terre. • Les producteurs de données utilisent des méthodes/processus/ outils variés et non standardisés pour générer des statistiques socio-économiques sur les terres et les questions liées à la terre. 	<ul style="list-style-type: none"> • Établir et renforcer les liens de collaboration avec les producteurs et les utilisateurs de statistiques foncières et de la terre. • Rationaliser et renforcer le cadre institutionnel pour une coordination efficace de la production statistique. • Renforcer la fonction statistique au sein des autorités foncières locales et centrales. • S'assurer que les unités statistiques des autorités foncières locales et centrales disposent de ressources adéquates (personnel, finances et infrastructures physiques). 	<ul style="list-style-type: none"> • Établir et rendre opérationnel le Comité des statistiques du secteur de l'administration et de la gestion des terres. • Sensibiliser les producteurs et les utilisateurs de statistiques socio-économiques foncières et de statistiques relatives aux terres aux procédures de production, de partage et d'utilisation des données statistiques. • Initier et formaliser des liens de collaboration avec les parties prenantes par le biais de protocoles d'accord. • Développer une base de données d'informations foncières à guichet unique et un service d'assistance pour diffuser des statistiques socio-économiques sur les terres et les questions liées aux terres. • Élaborer et mettre en œuvre des lignes directrices et des normes pour la production et la gestion des statistiques socio-économiques sur les terres et les questions liées aux terres. • Fournir l'infrastructure matérielle et informatique/les logiciels nécessaires à la production et à la diffusion de statistiques. 	<p>Ministère de l'aménagement du territoire, des services de l'eau et de l'assainissement (MLWS) et des Statistiques du Botswana</p> <p>MLWS et des Statistiques du Botswana</p>

suite page suivante

Tableau 2 Continué

Objectif stratégique 2 : renforcer le développement des ressources humaines et les capacités de gestion				
Question	Stratégies	Actions spécifiques	Acteur/agence responsable	
<ul style="list-style-type: none"> • Nombre limité de personnel pour soutenir la fonction statistique dans les autorités foncières locales et centrales • Le personnel engagé dans les activités statistiques des autorités locales et centrales sur les terres n'a pas les compétences nécessaires pour traiter les statistiques socio-économiques sur les terres et les questions liées aux terres. • Le personnel des autorités foncières locales et centrales n'est pas en mesure de maintenir un cadre systématique pour la collecte, l'analyse et le partage des résultats des données socio-économiques sur les terres. • Absence de données socio-économiques chronologiques sur les terres et les questions foncières, ou données incomplètes. 	<ul style="list-style-type: none"> • Développer et renforcer la capacité des ressources humaines du secteur de l'administration et de la gestion des terres afin de créer un système solide de production et de gestion des données socio-économiques. • Renforcer la capacité d'utilisation des statistiques socio-économiques sur les terres et les questions liées aux terres dans tous les secteurs de l'économie. • Fournir un soutien technique aux autorités locales et centrales sur les terres/parties prenantes pour améliorer la qualité de la production, de l'analyse et de la diffusion des données socio-économiques. • Développer et maintenir une banque de données socio-économiques complètes sur les terres 	<ul style="list-style-type: none"> • Recruter et former le personnel et les parties prenantes engagés dans la production de statistiques et d'indicateurs socio-économiques sur les terres et les questions liées aux terres. • Fournir un soutien technique aux autorités foncières et aux parties prenantes locales et centrales afin d'améliorer la qualité de la production, de l'analyse et de la diffusion des données socio-économiques. 	<p>Conseils fonciers, conseils de district, Département des terres et Statistiques du Botswana.</p> <p>AUDA-NEPAD, MLWS, Statistics Botswana, Université d'agriculture et de ressources naturelles du Botswana et</p> <p>Université du Botswana</p>	

suite page suivante

Tableau 2 Continué

Objectif stratégique 3 : renforcer les institutions, les processus et les outils de développement des statistiques socio-économiques.			
Question	Stratégies	Actions spécifiques	Acteur/agence responsable
<ul style="list-style-type: none"> • Absence de données socio-économiques chronologiques sur les terres et les questions foncières, ou données incomplètes. • Absence d'informations sur les terres et les questions foncières dans certains districts, villages ou régions du pays. • Mises à jour tardives des bases de données/registeres par les autorités locales et centrales sur le foncier • Informations contradictoires entre les producteurs/sources de données foncières • Récupération et soumission tardives des données par les départements respectifs et les fournisseurs concernés. • Pas de diffusion ou diffusion tardive des informations aux utilisateurs 	<ul style="list-style-type: none"> • Améliorer la production et la gestion de données et d'indicateurs socio-économiques sur les terres et les questions liées aux terres • Développer et maintenir une banque de données socio-économiques complètes sur les terres • Soutenir le développement des données administratives en tant que source fiable. • Harmoniser les processus de production et de diffusion des statistiques socio-économiques sur les terres et les questions liées aux terres entre les principaux fournisseurs de données. 	<ul style="list-style-type: none"> • Évaluer les processus de gestion des données • Élaborer des lignes directrices et des outils de gestion des données, des méthodes et des classifications standard pour la production de données socio-économiques sur les terres et les questions liées aux terres. • Développer des indicateurs socio-économiques pertinents et un système de production de statistiques à partir de sources administratives de données sur les terres et les questions foncières. • Développer et maintenir une base de données d'information foncière à guichet unique et un service d'assistance pour produire et diffuser des statistiques de routine • Mener des enquêtes socio-économiques et des études connexes sur les questions foncières et liées à la terre • Développer un plan de diffusion des données 	<p>Tous les acteurs du secteur foncier, les conseils fonciers, le département des terres, le MLWS et Statistics Botswana.</p> <p>MLWS, Statistics Botswana, Université d'Agriculture et de ressources naturelles du Botswana et Université du Botswana.</p> <p>MLWS et Statistics Botswana</p> <p>Statistics Botswana, Université d'Agriculture et de Ressources Naturelles du Botswana et Université du Botswana</p>

Le Botswana dispose d'une organisation paraétatique autonome (Statistics Botswana) qui possède une vaste expérience dans la collecte et la publication de statistiques nationales. Cependant, les études socio-économiques menées par l'organisation manquent d'indicateurs socio-économiques ciblés sur les terres, sur lesquels des décisions judicieuses en matière de politique foncière pourraient être prises. La stratégie de données foncières devra comporter une composante de formation/renforcement des capacités pour les principales parties prenantes en matière foncière afin de les doter des connaissances et des compétences nécessaires pour formuler des questions et des indicateurs socio-économiques appropriés sur les terres. Le pays compte plusieurs acteurs clés qui s'occupent des questions foncières. Cependant, ils n'ont pas non plus une compréhension approfondie des questions et des indicateurs socio-économiques appropriés à utiliser pour informer les décisions de politique foncière. Ceci est illustré par les quelques questions sur le foncier qui apparaissent dans la plupart des questionnaires d'enquête de l'organisation. En outre, ces questions se concentrent sur le secteur agricole au détriment des entreprises non agricoles. Une stratégie d'amélioration des données foncières cherchera à améliorer les outils de collecte de données afin d'éliminer ce déséquilibre. Les processus de collecte de données pour les principales parties prenantes en matière foncière ne sont pas coordonnés et les systèmes ne sont pas interconnectés pour améliorer le partage des données entre les parties prenantes. La plupart des parties prenantes utilisent des systèmes de collecte de données et d'information de gestion sur papier, contrairement aux systèmes numériques (électroniques). La stratégie d'amélioration des données foncières visera à améliorer la coordination et le partage des données entre les parties prenantes. Les parties prenantes ont accepté et soutenu à l'unanimité la création d'un service d'assistance pour les données et informations foncières au Botswana.

Statistics Botswana est la seule organisation qui collecte et publie des statistiques officielles dans le pays. Il réalise des enquêtes socio-économiques au niveau national. Plusieurs organisations gouvernementales centrales et locales collectent des données administratives sur les questions foncières au Botswana. Le ministère de la gestion des terres, de l'eau et des services sanitaires (MLWS) est le principal responsable de l'administration et de la gestion des terres dans le pays. Le ministère des Terres attribue les terres de l'État dans les zones urbaines à des fins résidentielles et commerciales/industrielles, tandis que les conseils fonciers attribuent les terres tribales à toutes fins dans les villages. Le Botswana n'a pas entrepris d'enquête complète sur les aspects socio-économiques de la terre et les questions liées à la terre. Cependant, le pays est à un stade avancé de la mise en place d'un système de gestion des données foncières coordonné, intégré, centralisé et numérisé (électronique) grâce aux initiatives de l'administration, des procédures, des capacités et des systèmes fonciers (LAPCAS) et du système d'information foncière (LIS).

Les enquêtes socio-économiques menées par Statistics Botswana n'étaient pas axées sur les questions foncières. Les questionnaires d'enquête utilisés pour collecter les données manquaient de nombreuses questions thématiques et ciblées sur les

aspects socio-économiques de la terre. Même les quelques questions posées étaient davantage axées sur le type et le mode d'occupation des unités de logement et sur la propriété foncière dans le secteur agricole, au détriment des secteurs non agricoles de l'économie. Il est apparu clairement, lors de la semaine de visites des principales parties prenantes et de l'atelier de sensibilisation, que de nombreuses organisations et la plupart de leur personnel manquaient de connaissances et de compétences adéquates pour identifier des indicateurs socio-économiques mesurables dans les questions foncières qu'ils traitent sur leur lieu de travail. Ainsi, les données administratives collectées ne sont actuellement pas pleinement analysées et utilisées pour éclairer les décisions de politique foncière dans le pays. Le Botswana a reconnu la nécessité d'un guichet unique centralisé et numérisé pour les données et informations foncières dans le pays. Cette initiative devrait avoir un impact positif considérable sur l'accès des utilisateurs aux données et informations foncières et promouvoir le développement socio-économique.

Le Botswana doit entreprendre une enquête complète sur les aspects socio-économiques de la terre et les questions liées à la terre. Statistics Botswana doit élargir la portée de ses enquêtes socio-économiques pour inclure des questions thématiques et ciblées appropriées sur les aspects socio-économiques de la terre pour les secteurs agricoles et non-agricoles de l'économie. Statistics Botswana doit renforcer sa collaboration avec toutes les parties prenantes clés (en particulier le Ministère de la gestion des terres, de l'eau et des services d'assainissement) dans le domaine des terres et des questions liées aux terres afin d'utiliser pleinement les données administratives générées sur le lieu de travail. Le ministère de la gestion des terres, de l'eau et des services d'assainissement (MLWS) doit aller de l'avant et s'engager à abandonner les systèmes de gestion des dossiers sur papier au profit d'un système moderne de gestion des données foncières coordonné, intégré, centralisé et numérisé (électronique) grâce aux initiatives LAPCAS et LIS. Il est nécessaire d'accélérer et d'intensifier la formation des principales parties prenantes dans les questions foncières afin de les doter des connaissances et des compétences adéquates pour identifier des indicateurs socio-économiques mesurables dans ces domaines afin de permettre une planification et une collecte efficaces des données administratives sur le lieu de travail pour éclairer les décisions de politique foncière dans le pays. Le Botswana dispose d'une infrastructure de base en matière de technologies de l'information et de la communication (TIC) et a besoin d'une assistance technique et financière pour mettre en place un guichet unique centralisé et numérisé de données et d'informations foncières dans le pays.

Remerciements

Cette étude a été soutenue par une subvention du Consortium pour la Recherche Economique en Afrique (CREA). Les résultats, opinions et recommandations sont toutefois ceux de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement les vues du Consortium, de ses membres individuels ou du Secrétariat du CREA.

1. Introduction

Informations générales sur le pays

Le Botswana est un pays démocratique multipartite semi-aride, faiblement peuplé, situé à l'intérieur de l'Afrique australe. Sa population est de 2 024 904 habitants (hommes : 989 071 ; femmes : 1 035 833). Sa superficie est de 582 000 kilomètres carrés. Le pays est un ancien protectorat britannique qui a obtenu son indépendance le 30 septembre 1966. C'est aujourd'hui un pays à revenu moyen supérieur dont l'économie est fortement dépendante des exportations de diamants et de viande bovine.

La terre est une ressource importante et rare au Botswana. Le gouvernement du Botswana a créé le ministère de la gestion des terres, des services de l'eau et de l'assainissement (MLWS) en 2016. Le mandat de ce ministère en ce qui concerne les questions foncières dans le pays est d'assurer une administration et une gestion foncière appropriées pour faciliter le développement socio-économique. Le MLWS est chargé des tâches suivantes concernant les questions foncières :

- (i) la gestion et l'administration des terres dans les zones urbaines et rurales ;
- (ii) la fourniture de services et d'informations sur le cadastre, la cartographie et la télédétection, qui constituent la base de la planification physique ;
- (iii) la planification physique nationale, qui implique la détermination de l'utilisation optimale et de la gestion et du développement appropriés des terres ;
- (iv) l'élaboration de la politique foncière ;
- (v) la fourniture d'infrastructures de services pour favoriser l'aménagement du territoire ; et
- (vi) le règlement des litiges fonciers.

Le MLWS s'acquitte de ces tâches par l'intermédiaire de plusieurs départements (départements de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire, des topographies et de la cartographie, des services techniques, des terres, du registre des actes, du

tribunal foncier et des services généraux) et de 12 conseils fonciers répartis dans tout le pays (Chobe, Ghanzi, Kgalagadi, Kgatleng, Kweneng, Maletse, Ngwaketsi, Ngwato, Rolong, Tati, Tawana et Tlokweng).

Le Consortium pour la Recherche Economique en Afrique

Le Consortium pour la Recherche Economique en Afrique (CREA), dont la mission est de renforcer les capacités locales pour mener des enquêtes indépendantes et rigoureuses sur les problèmes de gestion des économies en Afrique subsaharienne, est chargé de rassembler les données socio-économiques sur les terres en Afrique dans le cadre du projet de gouvernance foncière AUDA-NEPAD.

Le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique - Agence de planification et de coordination

La mission de l'Agence de planification et de coordination du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD-NPCA) est de traduire les décisions des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine (UA) en actions bancables. L'Agence est responsable du financement du projet de gouvernance foncière. Celui-ci se concentre sur l'évaluation des politiques foncières afin de favoriser une utilisation efficace et équitable des terres en vue de la création d'emplois, de la compétitivité, de la résilience et de la stabilité.

Importance de la stratégie d'amélioration des données foncières

Le NEPAD appuie les pays membres dans l'intégration des questions de gouvernance foncière au sein des plans et stratégies sectoriels. Le programme de gouvernance foncière du NEPAD vise à mettre à disposition des données et à produire des preuves afin de mieux comprendre le rôle de la gouvernance foncière dans la transformation structurelle de l'Afrique, le développement durable et l'adaptation au changement climatique, ainsi que les opportunités d'investissement dans le secteur foncier.

Objectifs de Développement Durable (ODD)

Les Objectifs de Développement Durable (ODD) demandent et soulignent l'égalité des droits aux ressources économiques pour tous les hommes et toutes les femmes, y compris la propriété et le contrôle de la terre. Ils exigent et prescrivent la sécurité des droits d'occupation des terres, comme le montrent la cible 1.4 et l'indicateur 1.4.2 des ODD, ainsi que la cible 5a et l'indicateur 5.a.1 présentés dans le tableau 3.

Tableau 3 : Cibles et indicateurs des objectifs de développement durable

<p style="text-align: center;">ODD : Cible 1.4</p> <p>D'ici 2030, faire en sorte que tous les hommes et toutes les femmes, en particulier les pauvres et les vulnérables, aient des droits égaux aux ressources économiques, ainsi que l'accès aux services de base, à la propriété et au contrôle des terres et autres formes de propriété, à l'héritage, aux ressources naturelles, aux nouvelles technologies appropriées et aux services financiers, y compris la microfinance.</p>	<p style="text-align: center;">ODD : Indicateur 1.4.2</p> <p>Proportion de la population adulte totale ayant des droits fonciers sûrs, avec des documents légalement reconnus, et qui perçoit ses droits fonciers comme sûrs, par sexe et par type de régime foncier.</p>
<p style="text-align: center;">Cible 5.a</p> <p>Entreprendre des réformes pour donner aux femmes des droits égaux aux ressources économiques, ainsi que l'accès à la propriété et au contrôle des terres et d'autres formes de propriété, aux services financiers, à l'héritage et aux ressources naturelles, conformément aux lois nationales.</p>	<p style="text-align: center;">Indicateur 5.a.1</p> <p>(a) Pourcentage de personnes ayant la propriété ou des droits sûrs sur des terres agricoles (par rapport à la population agricole totale), par genre ; et (b) Part des femmes parmi les propriétaires ou les titulaires de droits sur des terres agricoles, par type de régime foncier.</p>

Agenda 2063 de l'Union Africaine

La troisième aspiration de l'Afrique dans l'Agenda 2063 de l'Union africaine appelle et met l'accent sur une culture de bonne gouvernance, l'égalité des sexes et le respect des droits de l'homme. Rédaction d'un document stratégique de gestion foncière axé sur la bonne gouvernance foncière, la transformation structurelle, son développement durable et l'adaptation au changement climatique, ainsi que sur les opportunités d'investissement dans le secteur foncier.

Stratégies nationales

Diverses lois, politiques et programmes ont été mis en œuvre depuis l'indépendance pour favoriser l'utilisation durable des ressources foncières au Botswana. Les plus notables sont la loi sur les terres de l'État (1966), la loi sur les terres tribales (1968), la politique nationale sur les pâturages tribaux (1975), la politique touristique (1990), la politique nationale sur le développement agricole (1992), la politique nationale sur la propriété foncière (1993), la politique foncière du Botswana (2015) et la politique foncière révisée du Botswana (2019). Les révisions les plus récentes ont introduit de la flexibilité et permis l'utilisation multiple des terres agricoles à d'autres fins, y compris les activités liées au tourisme terrestre. En outre, le pays a élaboré le Plan spatial national 2036, qui est une stratégie spatiale destinée à optimiser l'utilisation

des terres et les investissements dans les infrastructures en définissant de manière exhaustive les capacités et les potentiels fonciers, la bonne gestion de l'environnement et les nœuds de développement clés dans tout le pays. Le pays compte trois catégories de régimes fonciers, à savoir les terres des communautés, les terres publiques et les terres en pleine propriété.

Terres des communautés

Il s'agit de terres qui sont administrées en vertu de la loi sur les terres tribales et du droit coutumier par des conseils fonciers statutaires. L'attribution des terres tribales dans tous les villages du pays est effectuée par un conseil foncier principal statutaire ou ses conseils fonciers subordonnés. Les demandeurs doivent remplir un formulaire de droits fonciers coutumiers et le soumettre au conseil foncier en réponse à une invitation à présenter une demande. Les terres sont détenues soit par le conseil foncier, soit par les demandeurs éligibles sous forme de concessions coutumières (le bénéficiaire reçoit un certificat de droits fonciers coutumiers) ou de baux de droit commun. Ces baux sont enregistrés en vertu de la loi sur l'enregistrement des titres de propriété. Ils sont également renouvelables et peuvent être hypothéqués.

Terre publique

La terre publique est administrée conformément à la loi sur la terre publique (1966) par le gouvernement central ou les conseils de gouvernement locaux. Le ministère des Terres attribue des terres publiques dans les zones urbaines (Gaborone, Francistown, Selibe-Phikwe, Jwaneng, Lobatse, Ghanzi et Kasane) aux citoyens à des fins résidentielles. Ces attributions de terrains sont des subventions de l'État d'une durée fixe de 99 ans et doivent être enregistrées dans le registre des titres de propriété. Les demandes de parcelles résidentielles sur les terres publiques sont gratuites et ne sont ouvertes qu'aux Batswanais titulaires d'une carte d'identité nationale valable (Omang ID) et âgés de plus de 18 ans. Des concessions de cinquante ans sont allouées à des fins commerciales/affaires ou industrielles. Les parcelles commerciales et industrielles sont attribuées par voie d'appel d'offres et ne sont pas gratuites. Une partie des terres publiques du pays est occupée par l'État pour diverses utilisations telles que les zones de gestion de la faune, les réserves de gibier, les parcs nationaux, les réserves forestières, les bases militaires, les grands barrages, les stations de recherche et les routes (Adams et al, 2003).

Terre en propriété absolue

Ce troisième type de régime foncier est celui des terres qui appartiennent à des particuliers. Les citoyens ont le droit de choisir comment utiliser la terre. L'intervention du gouvernement est limitée sur ces terres.

Objectifs du projet ISELDA

L'objectif principal du projet ISELDA est de comprendre les données socio-économiques existantes sur les terres en Afrique et d'identifier les domaines de mise en correspondance de différents ensembles de données qui peuvent enrichir l'analyse des questions foncières afin d'améliorer la compréhension et d'informer l'élaboration des politiques. Cet objectif global sera atteint grâce à la série d'objectifs spécifiques suivants :

- a) Fournir un inventaire des enquêtes socio-économiques sur les ménages et les entreprises au Botswana, les niveaux d'accès aux données par les chercheurs intéressés, et la méthodologie utilisée pour ce faire.
- b) Documenter les preuves fournies par les questions liées à la terre qui ont été incluses dans les enquêtes précédentes et indiquer comment les données de celles-ci peuvent être consolidées ou intégrées pour un meilleur accès par les décideurs politiques et les chercheurs.
- c) Identifier les moyens d'améliorer les instruments de collecte de données foncières de routine par les bureaux statistiques afin de recueillir des données plus pertinentes pour la prise de décision.
- d) Identifier comment des projets spécifiques visant à intégrer le foncier dans les plans d'investissement peuvent utiliser les données disponibles pour l'analyse coût-bénéfice et compléter les efforts de collecte de données de routine.

2. Méthodologie

Revue de la littérature

Régime foncier et administration (avant et après l'indépendance)

Le Botswana est un ancien protectorat britannique. Le pays a obtenu le statut de protectorat en 1885 et s'appelait le "Protectorat du Bechuanaland". Avant ce statut de protectorat, les terres du pays appartenaient aux différentes tribus et le chef ou Kgosi était le gardien général des terres. Le chef n'était pas le propriétaire de la terre mais la détenait en fiducie pour la tribu. Le Kgosi était assisté par les sous-chefs (ou Dikgosana) et les chefs de quartiers du village pour administrer et gérer les terres tribales disponibles. Alors que les familles de la tribu se voyaient attribuer des droits fonciers exclusifs à des fins résidentielles et d'utilisation des terres arables, les terres de pâturage étaient attribuées sur une base communautaire dans ces tribus. Les terres familiales allouées revenaient à la tribu si la famille n'en avait plus besoin. Ce scénario représentait le type coutumier de régime foncier avant le protectorat du Bechuanaland. Les parcelles de terre allouées dans les différentes tribus n'ont cependant pas été étudiées et les familles n'ont pas reçu de document écrit, de certificat de droits, de bail ou de titre de propriété (Malatsi et Finnstrom, 2011).

Au cours de la période 1885-1966, le gouvernement colonial a introduit des réformes foncières. Deux régimes fonciers supplémentaires ont été introduits par le biais de subdivisions des terres coutumières disponibles, mais la gestion des terres par les chefs s'est poursuivie. Certaines terres coutumières ont été converties en terres libres et en terres publiques. Les terres en pleine propriété étaient destinées à être attribuées aux colons, principalement pour l'agriculture et surtout pour l'élevage du bétail. Les terres royales étaient réservées au développement des villes. Les terres coutumières qui restaient sous la gestion des chefs étaient désormais appelées réserves autochtones.

Après l'indépendance en 1966, un changement de gouvernement a entraîné une nouvelle nomenclature et la création de conseils fonciers autonomes dans le pays. Ces changements ont entraîné le transfert des fonctions de gestion des terres coutumières des chefs ou des Dikgosi aux conseils fonciers nouvellement créés pour gérer les ressources foncières dans l'intérêt du Botswana. Le protectorat du Bechuanaland de l'époque est devenu le Botswana. Des régimes fonciers similaires à ceux qui

prévalaient pendant les années de protectorat ont perduré après l'indépendance. Cependant, les réserves autochtones sont désormais appelées terres tribales, les terres royales sont appelées terres de l'État et les terres en pleine propriété restent inchangées. Actuellement, les terres tribales représentent 70 % de la superficie totale des terres, les terres de l'État 25 % et les terres en pleine propriété seulement 5 % de la superficie totale des terres.

Les défis de l'administration foncière au Botswana

Plusieurs organisations/départements du gouvernement central et local jouent un rôle important dans l'administration et la gestion des terres dans le pays. Cependant, les utilisateurs des terres font remarquer que la fourniture de services fonciers est généralement un processus lent au Botswana. Cela implique que le système d'administration foncière du pays présente certaines inefficacités qui doivent être corrigées. L'un des problèmes couramment soulevés par le Botswana est que les demandes d'attribution de terres prennent beaucoup de temps à être traitées. Il est également difficile de récupérer les données foncières auprès des autorités foncières du pays en raison de la nature papier du système de gestion des dossiers. Outre le problème de la tenue inadéquate des registres, les diverses organisations impliquées dans l'administration foncière ont des rôles peu clairs et ne sont pas bien coordonnées dans l'exercice de leurs fonctions. On pense que la lenteur de la prestation de services est aggravée par le fait que certains membres du personnel des offices fonciers n'ont pas les compétences nécessaires dans les différents domaines de l'administration et de la gestion foncières.

Gouvernance foncière

La gouvernance foncière a plusieurs définitions. Cependant, le Global Tool Network a fourni une définition très simple et directe à laquelle on peut souscrire. Le Réseau définit la gouvernance foncière comme : "...le processus par lequel les décisions sont prises concernant l'accès à la terre et son utilisation, la manière dont ces décisions sont mises en œuvre et la manière dont les intérêts conflictuels sont conciliés" (Global Tool Network) Cette définition met en évidence deux éléments importants sur lesquels les pays doivent prendre des décisions. Il est important que les gouverneurs fonciers prennent des décisions sur "l'accès à la terre". Les pays doivent donc disposer d'indicateurs appropriés concernant l'accès à la terre afin d'encourager la bonne gouvernance foncière.

L'autre variable importante qu'un gouverneur foncier doit connaître est "l'utilisation des terres". Il est indispensable que les pays connaissent et disposent de données fiables sur qui utilise les terres et dans quel but pour être en mesure de déterminer et de mettre en œuvre des politiques foncières durables. Le gouvernement du Botswana (2009) développe cette définition de la gouvernance foncière et souligne que : "... il s'agit des politiques, processus et institutions par lesquels la terre, la propriété et les

ressources naturelles sont gérées. Cela inclut les décisions sur l'accès à la terre, les droits fonciers, l'utilisation des terres et le développement foncier".

Il est donc nécessaire que les pays disposent d'indicateurs socio-économiques pour mesurer ces variables afin de pouvoir élaborer des politiques foncières durables.

Administration foncière

Un examen plus approfondi du concept d'administration des terres met également en évidence d'autres données/indicateurs socio-économiques importants pour la prise de décisions et la détermination de politiques foncières durables. La CEE-ONU (1996) définit l'administration des terres comme : " le processus de détermination, d'enregistrement et de diffusion des informations sur la propriété, la valeur et l'utilisation des terres et des ressources associées. Ces processus comprennent la détermination (parfois appelée "adjudication") des droits fonciers et d'autres attributs, l'arpentage et la description de ceux-ci, leur documentation détaillée et la fourniture d'informations pertinentes pour soutenir les marchés fonciers". Cette définition prescrit des indicateurs socio-économiques supplémentaires, tels que la valeur des terres, la valeur des ressources associées aux terres, les informations sur les marchés fonciers et l'adjudication, qui doivent faire partie de l'inventaire des données pour un pays donné.

Visites de pays et entretiens

Les consultations des parties prenantes et les visites de sensibilisation pour le projet de gouvernance foncière de l'AUDA-NEPAD au Botswana se sont déroulées du 23 au 27 septembre 2019 à Gaborone, au Botswana, sous la direction du représentant du Centre régional de cartographie des ressources pour le développement (RCMRD), Leonard Sweta. Le représentant de l'AUDA-NEPAD, Rudo Makunike, a également participé aux visites et aux entretiens. L'équipe (AUDA-NEPAD, RCMRD et CREA (représenté par Davis Marumo)) a effectué les visites des parties prenantes du 23 au 27 septembre 2019. Makunike a fourni un aperçu du projet lors de ces réunions. Le RCMRD était chargé de rassembler les données géospatiales et le CREA a rassemblé les données socio-économiques sur les terres. Le calendrier des visites des parties prenantes figure à l'annexe A.

Le rassemblement des données socio-économiques sur les terres a été effectué en réalisant une étude documentaire avant la réunion préparatoire du 23 septembre 2019 pour identifier : (i) les principales parties prenantes des données socio-économiques sur les terres au Botswana ; (ii) identifier les référentiels de données existants dans le pays ; et (iii) déterminer si les référentiels disposaient de données socio-économiques sur les terres et les questions liées aux terres. Les résultats ont été complétés et vérifiés par une communication/consultation personnelle avec des experts clés du Ministère des Terres, de l'Eau et des Services d'Assainissement (MLWS)

afin de mettre en place le programme hebdomadaire de visite des parties prenantes. Différentes parties prenantes clés ont été identifiées et visitées afin d'examiner le type de données disponibles en leur possession sur les aspects socio-économiques de la terre et les questions liées à la terre et d'identifier les lacunes dans le partage et/ou l'utilisation de ces données. Le type de données générées et l'adéquation des données socio-économiques disponibles ont été jugés guidés par le module sur les régimes fonciers pour les enquêtes LSMS (2016). Comme on peut le voir à l'annexe B, le module suggère que les données complètes sur les ressources foncières des ménages devraient inclure, entre autres, les types de données suivants (Holden et al., 2016).

- a) Propriété foncière, genre et autonomisation des femmes
- b) Productivité et régime foncier
- c) Droits de propriété et investissements relatifs à la terre
- d) Marchés de vente de terres
- e) Marchés de location de terres
- f) Institutions foncières : connaissances, confiance, demande de leurs services et informalité
- g) Conflits fonciers

3. Stratégie d'amélioration des données foncières

Parties prenantes des données foncières

Les parties prenantes des données foncières comprennent plusieurs départements du gouvernement central et local qui collectent des données sur les questions foncières au Botswana. Le MLWS est le principal responsable de l'administration et de la gestion des terres dans le pays. Il remplit ces fonctions en collaboration avec le ministère du gouvernement local et du développement rural. En général, le ministère des Terres attribue les terres publiques dans les zones urbaines à des fins résidentielles et commerciales/industrielles, tandis que les conseils fonciers attribuent les terres tribales à toutes fins dans les villages. Le tableau 4 présente les ministères concernés, leurs départements d'appui et les autres organisations/institutions concernées.

Tableau 4 : Ministères, départements et autres organisations/institutions parties prenantes

Ministère parties prenantes	Départements/organisations parties prenantes
Gestion des terres, services d'eau et d'assainissement	<ul style="list-style-type: none"> • Département des terres • Département de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire • Département de topographie et de cartographie • Registre des titres de propriété • Administration foncière, procédures, capacités et systèmes • Centre d'information foncière • Département de l'eau et de l'assainissement • Conseils fonciers et Tribunal foncier
Gouvernement local et développement rural	<ul style="list-style-type: none"> • Département de l'administration des zones tribales • Conseil de développement rural • Département de l'administration locale • Planification du développement • Département de la protection sociale • Département du développement social et social et communautaire

suite page suivante

Tableau 4 Continué

Ministère parties prenantes	Départements/organisations parties prenantes
Ministère du développement agricole et de la sécurité alimentaire	<ul style="list-style-type: none"> • Département de la production des cultures • Département de la production animale • Université d'agriculture et de ressources naturelles du Botswana (BUAN)) (Département d'ingénierie agricole et de biosystèmes)
Autres	<ul style="list-style-type: none"> • Statistiques Botswana • Département des technologies de l'information • Département de la faune et des parcs nationaux • Conseil des agences immobilières (REAC) • Institut Pula • Université du Botswana (Département de la planification architecturale) • Société de logement du Botswana (BHC)Business Botswana • Société des services publics en eau (WUC) • Société d'électricité du Botswana (BPC))

Données socio-économiques actuelles sur les terres

État de production des données socio-économiques sur les terres

Le rassemblement des données socio-économiques sur les terres a été effectué en réalisant d'abord une étude documentaire pour identifier : (i) les principales parties prenantes des données socio-économiques sur les terres au Botswana ; (ii) identifier les référentiels de données existants dans le pays ; et (iii) déterminer si les référentiels contenaient des données socio-économiques sur les terres et les questions liées aux terres. Les résultats ont été complétés et vérifiés par des communications/consultations personnelles avec des experts clés de la MLWS. Différentes parties prenantes clés ont été identifiées (voir Tableau 4) et visitées pour examiner le type de données dont elles disposaient sur les aspects socio-économiques de la terre et des questions liées à la terre et pour identifier les lacunes dans le partage et/ou l'utilisation de ces données. Le type de données générées et l'adéquation des données socio-économiques disponibles ont été jugés guidés par le module sur les régimes fonciers pour les enquêtes LSMS (2016). Comme on peut le voir à l'annexe B, le module suggère que les données complètes sur les ressources foncières des ménages devraient inclure, entre autres, les types de données suivants (Holden et al., 2016):

- Propriété foncière, genre et autonomisation des femmes
- Productivité et régime foncier

- Droits de propriété et investissements liés à la terre
- Marchés de vente de terres
- Marchés de location de terres
- Institutions foncières : connaissance, confiance, demande de leurs services et informalité
- Conflits fonciers

Qualité des données socio-économiques sur les terres

La qualité des données socio-économiques disponibles sur les terres a été examinée en fonction de plusieurs mesures ou attributs, notamment la pertinence, l'exhaustivité, l'exactitude, la cohérence et l'actualité. Comme le montre le tableau 5, la plupart des données socio-économiques sur les terres au Botswana sont administratives. Elles sont produites en grande partie par le MLWS en collaboration avec le ministère du gouvernement local et du développement rural. En général, les données socio-économiques disponibles sur les terres sont de mauvaise qualité, insuffisamment désagrégées et difficilement accessibles aux chercheurs et aux décideurs intéressés. La qualité des données peut être décrite par des mesures de qualité spécifiques présentées dans le tableau 5.

Tableau 5 : Qualité des données socio-économiques sur les terres au Botswana

Mesure de la qualité	Observation
Pertinence	Les données socio-économiques produites sont pertinentes car elles sont générées par une action administrative axée sur la demande.
Complétude	L'équipe a noté : <ul style="list-style-type: none"> • Un manque général de données et d'informations socio-économiques sur la terre et les questions liées à la terre (la plupart des séries de données disponibles ne contenaient aucune information sur certaines variables clés, indicateurs, districts ou parties du pays). • Des séries de données chronologiques incomplètes • Une mise à jour irrégulière des systèmes de gestion des données pour la plupart des acteurs clés du secteur foncier et des questions liées à la terre.
Exactitude et fiabilité	L'exactitude et la fiabilité n'étaient pas garanties <ul style="list-style-type: none"> • Les institutions/organisations gouvernementales locales et centrales ont une capacité limitée de compilation et de gestion des données socio-économiques sur les terres et les questions foncières. • Les mises à jour tardives des conseils fonciers, du ministère des terres et d'autres parties prenantes clés entraînent un manque de données socio-économiques actualisées sur les terres. • Les utilisateurs dépendent souvent de données socio-économiques secondaires non fiables sur les terres et les questions foncières.

suite page suivante

Tableau 5 Continué

Mesure de la qualité	Observation
Cohérence	<ul style="list-style-type: none"> • Les gouvernements locaux et centraux (par exemple, les conseils fonciers, les conseils de district et le ministère des terres) ont utilisé des instruments de collecte de données et des systèmes de gestion des données différents. • Il y a eu des cas d'informations contradictoires entre les données socio-économiques produites par le MLWS et d'autres parties prenantes ou sources de données clés sur les terres et les questions foncières.
Promptitude	<p>L'équipe a noté :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une soumission tardive des données par les départements respectifs et les prestataires concernés. • Une récupération tardive des données par les départements respectifs et les fournisseurs concernés, en raison de l'utilisation d'un système manuel de gestion des données. • Une diffusion tardive des informations aux utilisateurs, notamment aux chercheurs et aux décideurs politiques.

Les défis de l'administration foncière au Botswana

Plusieurs organisations/départements du gouvernement central et local jouent un rôle important dans l'administration et la gestion des terres dans le pays. Cependant, les utilisateurs des terres font remarquer que la fourniture de services fonciers est généralement un processus très lent au Botswana. Cela implique que le système d'administration foncière du pays présente certaines inefficacités qui doivent être corrigées. L'un des problèmes couramment soulevés par le Botswana est que les demandes d'attribution de terres prennent beaucoup de temps à être traitées. Il est également difficile de récupérer les données foncières auprès des autorités foncières du pays en raison de la nature papier du système de gestion des dossiers. Outre le problème de la tenue inadéquate des registres, les diverses organisations impliquées dans l'administration foncière ont des rôles peu clairs et ne sont pas bien coordonnées dans l'exercice de leurs fonctions. On pense que la lenteur de la prestation de services est aggravée par le fait que certains membres du personnel des conseils fonciers n'ont pas les compétences nécessaires dans les différents domaines de l'administration et de la gestion foncière.

Défis à relever pour la production de données socio-économiques sur les terres

Le type de données générées et l'adéquation des données socio-économiques disponibles ont été jugés guidés par le module sur les régimes fonciers pour les enquêtes LSMS (2016). Le module suggère que les données complètes sur les ressources foncières des ménages devraient inclure la propriété foncière ; le genre et l'autonomisation des femmes ; la productivité et le régime foncier ; les droits de propriété et les investissements liés à la terre ; les marchés de vente de terres ; les

marchés de location de terres ; les institutions foncières : connaissance, confiance, demande de leurs services ; et l'informalité et les conflits fonciers (Holden et al., 2016).

Le Botswana est confronté à plusieurs défis concernant la production de ces données socio-économiques sur la terre et les questions liées à la terre. :

a) *Manque d'indicateurs socio-économiques axés sur la terre et les questions liées à la terre :*

Le pays dispose d'une organisation paraétatique autonome (Statistics Botswana) qui a une grande expérience dans la collecte et la publication de statistiques nationales. Cependant, les études socio-économiques menées par l'organisation manquent d'indicateurs socio-économiques ciblés sur la terre. Ceci présente une situation de données insuffisantes sur lesquelles des décisions judicieuses en matière de politique foncière pourraient être prises.

b) *Peu de questions socio-économiques sur la terre dans les enquêtes nationales :*
La plupart des questionnaires d'enquête de Statistics Botswana ne contiennent que quelques questions sur la terre. De plus, ces questions se focalisent sur le secteur agricole au détriment des entreprises non-agricoles.

c) *Manque de compréhension approfondie des questions et indicateurs socio-économiques :*

Le pays compte plusieurs acteurs clés qui s'occupent des questions foncières dans le pays. Cependant, les agents fonciers des conseils fonciers et du ministère des Terres, ainsi que les agents en poste au registre des titres de propriété et au tribunal foncier, n'ont pas une compréhension approfondie des questions et indicateurs socio-économiques appropriés à utiliser pour éclairer les décisions en matière de politique foncière.

d) *Processus de collecte de données non coordonnés :*

Les processus de collecte de données pour les principales parties prenantes en matière foncière ne sont pas coordonnés et les systèmes ne sont pas interconnectés pour améliorer le partage des données entre les parties prenantes. Ce scénario a généré un manque de coopération de la part des départements utilisateurs des gouvernements locaux et centraux et d'autres producteurs de données et d'informations socio-économiques sur les terres.

e) *Systèmes manuels de gestion des données :*

La plupart des parties prenantes utilisent des systèmes de collecte et de gestion des données sur papier, contrairement aux systèmes numériques (électroniques). Souvent, les producteurs de données qui utilisent des systèmes manuels sont confrontés à une mise à jour irrégulière des données/informations et à une diffusion limitée des statistiques.

- f) *Ressources humaines, financières et infrastructurelles insuffisantes :*
Ressources inadéquates à Statistics Botswana, aux conseils fonciers, au Département des Terres et à d'autres acteurs clés pour soutenir la production de données et d'informations socio-économiques dans le pays.
- g) *Capacité limitée de collecte, d'analyse et de partage des données socio-économiques :*
Les capacités de Statistics Botswana, des conseils fonciers et du département des terres sont limitées et ne permettent pas d'établir et de maintenir un cadre systématique pour la collecte, l'analyse et le partage des résultats.

Analyse des forces, faiblesses, opportunités et menaces (SWOT)

Le tableau 6 présente les facteurs internes (forces et faiblesses) et externes (opportunités et menaces) ayant une incidence sur la production et la diffusion de statistiques socio-économiques dans le secteur de l'administration et de la gestion des terres dans le pays.

Tableau 6 : Analyse SWOT : Production et diffusion de données socio-économiques sur le foncier

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> • Le Botswana dispose d'une infrastructure de base en matière de technologies de l'information et de la communication (TIC). • Le pays est prêt et a déjà investi dans la mise en place d'un système moderne de gestion des données foncières coordonné, intégré, centralisé et numérisé (électronique) par le biais des initiatives en cours LAPCAS (Administration, procédures, capacités et systèmes fonciers) et LIS (Système d'information foncière). • Volonté politique pour la mise en place d'un service d'assistance pour les données et informations foncières au Botswana. • Le MLWS dispose d'un système informatisé d'administration et de gestion des terres. • Existence d'un centre d'information foncière responsable de la collecte, du traitement, du stockage et de la diffusion des données et des informations. 	<ul style="list-style-type: none"> • Les principales parties prenantes de l'administration et de la gestion des terres (conseils fonciers, ministère des terres et l'ensemble du MLWS) manquent de personnel qualifié pour produire des statistiques socio-économiques sur les terres et les questions foncières. • Absence de données et d'informations socio-économiques sur les terres et les questions foncières, ou informations incomplètes. • Les données et informations statistiques sur les terres et les questions foncières sont dispersées entre les autorités locales et centrales du pays. • Faiblesse de la coordination, de la collaboration, de la mise en réseau et du partage d'informations entre les principales parties prenantes de l'administration et de la gestion des terres. • Absence de politique de partage des données

suite page suivante

Tableau 6 Continué

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> • Existence d'un organisme autonome, Statistics Botswana, ayant l'expérience de la collecte et de la publication de statistiques nationales. • L'administration et la gestion décentralisées des terres, avec des conseils fonciers dans la plupart des districts, facilitent la collecte des données et des informations relatives aux terres. 	<ul style="list-style-type: none"> • Diffusion limitée et tardive des données/informations aux utilisateurs. • Systèmes de collecte de données et de gestion de l'information manuels ou sur papier, contrairement aux systèmes numériques (électroniques). • Les données/informations socio-économiques sur les questions foncières et connexes ne sont pas générées et mises à jour régulièrement. • Ressources humaines, financières et infrastructurelles insuffisantes pour soutenir la production de données et d'informations socio-économiques.
Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> • Le programme de gouvernance foncière de l'AUDA-NEPAD pour un soutien financier et technique en vue de la collecte et de la diffusion de données et d'informations socio-économiques sur les questions foncières et connexes • Possibilité existante de partenariats nationaux, régionaux et internationaux pour le développement de statistiques afin d'améliorer les décisions, l'administration et la gestion de la politique foncière. • Enquêtes nationales régulières sur les ménages menés par Statistics Botswana, sur lesquelles il est possible de s'appuyer pour collecter des données socio-économiques pertinentes sur les questions foncières et connexes. • Les progrès des TIC offrent de grandes possibilités pour améliorer l'administration et la gestion des terres ainsi que la collecte, le traitement, le stockage et la diffusion de données et d'informations socio-économiques aux utilisateurs. 	<ul style="list-style-type: none"> • Rotation élevée des statisticiens : les meilleures opportunités d'emploi pour les statisticiens dans d'autres institutions affectent la performance des institutions/départements du gouvernement local et central traitant des questions foncières et connexes. • Les processus de collecte de données non coordonnés entre les principales parties prenantes de l'administration et de la gestion des terres peuvent produire des données et des informations socio-économiques non fiables et contradictoires et induire en erreur les décisions de politique foncière et les initiatives de développement socio-économique. • Non-respect des objectifs nationaux en matière d'administration et de gestion des terres, de la déclaration de l'Union africaine sur la gouvernance foncière et des objectifs de développement durable (ODD) concernant les terres et les questions liées aux terres.

La stratégie d'amélioration des données foncières

Vision

Disposer d'un système de statistiques socio-économiques cohérent, fiable, efficace et axé sur la demande en matière de terres et d'activités liées aux terres.

Objectif général

Produire des données et des informations socio-économiques pertinentes, complètes, exactes, fiables, cohérentes et opportunes sur les terres et les questions foncières pour une prise de décision, une planification et une gestion fondées sur des preuves dans le secteur de l'administration et de la gestion des terres.

Objectifs spécifiques, stratégies et actions proposées

L'analyse SWOT sur l'état actuel des données socio-économiques sur les terres et les questions liées aux terres présente une situation où le pays a besoin d'une vision et de trois objectifs stratégiques à long terme pour la production et la diffusion des données et des informations, comme illustré dans le tableau 7. Les problèmes liés aux données socio-économiques actuelles sur les terres, les stratégies et actions proposées pour résoudre les problèmes identifiés et les acteurs/agences responsables sont présentés dans le Tableau 8.

Valeurs et principes

La réalisation de la vision et de la mission susmentionnées du secteur de l'administration et de la gestion des terres exigera que toutes les parties prenantes aux questions foncières et connexes partagent et soient guidées par l'ensemble des valeurs et des principes suivants :

- a) Un haut niveau de professionnalisme, de redevabilité et de transparence dans la production, la gestion et la diffusion des statistiques socio-économiques sur les terres et les questions liées aux terres dans le secteur de l'administration et de la gestion des terres.
- b) Maintenir l'excellence (exactitude, complétude, cohérence et promptitude, normes et meilleures pratiques) dans la production, la gestion et la diffusion des statistiques socio-économiques sur les terres et les questions liées aux terres dans le secteur de l'administration et de la gestion des terres.

- c) Assurer l'efficacité, l'efficacité et la durabilité de la production, de la gestion et de la diffusion des statistiques socio-économiques sur les terres et les questions liées aux terres dans le secteur de l'administration et de la gestion des terres.
- d) Respecter les règles d'éthique et de confidentialité des données, le cas échéant.

Tableau 7 : Vision et objectifs stratégiques pour la production de données foncières

Vision		
Disposer d'un système de statistiques socio-économiques cohérent, fiable, efficace et axé sur la demande concernant les terres et les activités liées à la terre.		
Objectif général		
Produire des données et des informations socio-économiques pertinentes, complètes, exactes, fiables, cohérentes et opportunes sur les terres et les questions liées aux terres pour une prise de décision, une planification et une gestion fondées sur des preuves dans le secteur de l'administration et de la gestion des terres.		
Objectifs spécifiques		
Objectif 1	Objectif 2	Objectif 3
Développer un système de statistiques foncières et connexes cohérent, fiable, efficace et axé sur la demande, qui soutienne la prise de décision, la planification et la gestion de la politique foncière dans le secteur de l'administration et de la gestion des terres.	Renforcer le développement des ressources humaines et la capacité de gestion pour la collecte, l'analyse, la diffusion et l'utilisation de données et d'informations socio-économiques sur les terres et les questions liées aux terres.	Renforcer les institutions, les processus et les programmes de mise au point de statistiques pour la production et la diffusion de données et d'informations socio-économiques sur les terres et les questions liées aux terres
<p>La réalisation des objectifs stratégiques ci-dessus est conditionnée par :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Maintenir une utilisation efficace et efficiente des ressources du gouvernement local et central. • Rationaliser le flux d'informations. • Maintenir une main-d'œuvre efficiente et efficace. • Coordonner et superviser la production et la gestion des statistiques socio-économiques sur les terres et les questions foncières dans les ministères, départements et autres organisations/institutions concernés. • Produire et diffuser des statistiques socio-économiques complètes, intégrées, précises et opportunes sur les terres et les questions foncières, nécessaires pour informer les initiatives et les processus d'administration et de gestion des terres. • Développer et maintenir la base de données socio-économiques sur les terres et les questions foncières. • Coordonner et collaborer avec toutes les parties prenantes clés dans la production et la diffusion de statistiques socio-économiques sur les terres et les questions foncières. • Développer les capacités de production et d'utilisation des statistiques socio-économiques sur les terres et les questions foncières.. 		

Tableau 8 : Questions, stratégies, actions et acteurs/agences responsables identifiés

OS1: Améliorer la coordination et la gestion de la production et de la diffusion des statistiques socio-économiques sur les terres.			
Question	Stratégies,	Actions spécifiques	Acteur/agence responsable
<ul style="list-style-type: none"> • Coordination, collaboration, mise en réseau et partage d'informations limités entre les différents départements ministériels et les autres acteurs concernés. • Absence de cadre institutionnel pour la production et la diffusion de statistiques socio-économiques sur les terres et les questions liées à la terre. • Les producteurs de données utilisent des méthodes/processus/ outils variés et non standardisés pour générer des statistiques socio-économiques sur les terres et les questions liées à la terre. • Nombre limité de personnel pour soutenir la fonction statistique dans les autorités foncières locales et centrales 	<ul style="list-style-type: none"> • Établir et renforcer les liens de collaboration avec les producteurs et les utilisateurs de statistiques foncières et de la terre. • Rationaliser et renforcer le cadre institutionnel pour une coordination efficace de la production statistique. • Renforcer la fonction statistique au sein des autorités foncières locales et centrales. • S'assurer que les unités statistiques des autorités foncières locales et centrales disposent de ressources adéquates (personnel, finances et infrastructures physiques). 	<ul style="list-style-type: none"> • Établir et rendre opérationnel le Comité des statistiques du secteur de l'administration et de la gestion des terres. • Sensibiliser les producteurs et les utilisateurs de statistiques socio-économiques foncières et de statistiques relatives aux terres aux procédures de production, de partage et d'utilisation des données statistiques. • Initier et formaliser des liens de collaboration avec les parties prenantes par le biais de protocoles d'accord. • Développer une base de données d'informations foncières à guichet unique et un service d'assistance pour diffuser des statistiques socio-économiques sur les terres et les questions liées aux terres. 	<p>Ministère de l'aménagement du territoire, des services de l'eau et de l'assainissement (MLWS) et des Statistiques du Botswana</p> <p>MLWS et des Statistiques du Botswana</p> <p>MLWS et des Statistiques du Botswana</p> <p>MLWS et des Statistiques du Botswana</p>

suite page suivante

Tableau 8 Continué

OS1: Améliorer la coordination et la gestion de la production et de la diffusion des statistiques socio-économiques sur les terres.			
Question	Stratégies,	Actions spécifiques	Acteur/agence responsable
<ul style="list-style-type: none"> Le personnel engagé dans les activités statistiques des autorités locales et centrales sur les terres n'a pas les compétences nécessaires pour traiter les statistiques socio-économiques sur les terres et les questions liées aux terres. Le personnel des autorités foncières locales et centrales n'est pas en mesure de maintenir un cadre systématique pour la collecte, l'analyse et le partage des résultats des données socio-économiques sur les terres. Absence de données socio-économiques chronologiques sur les terres et les questions foncières, ou données incomplètes. Absence d'informations sur les terres et les questions foncières dans certains districts, villages ou régions du pays. 	<ul style="list-style-type: none"> Développer et renforcer la capacité des ressources humaines du secteur de l'administration et de la gestion des terres afin de créer un système solide de production et de gestion des données socio-économiques. Renforcer la capacité d'utilisation des statistiques socio-économiques sur les terres et les questions liées aux terres dans tous les secteurs de l'économie. Fournir un soutien technique aux autorités locales et centrales sur les terres/parties prenantes pour améliorer la qualité de la production, de l'analyse et de la diffusion des données socio-économiques. Améliorer la production et la gestion de données et d'indicateurs socio-économiques sur les terres et les questions liées aux terres 	<ul style="list-style-type: none"> Élaborer et mettre en œuvre des lignes directrices et des normes pour la production et la gestion des statistiques socio-économiques sur les terres et les questions liées aux terres. Fournir l'infrastructure matérielle et informatique/les logiciels nécessaires à la production et à la diffusion de statistiques. Recruter et former le personnel et les parties prenantes engagés dans la production de statistiques et d'indicateurs socio-économiques sur les terres et les questions liées aux terres. Fournir un soutien technique aux autorités foncières et aux parties prenantes locales et centrales afin d'améliorer la qualité de la production, de l'analyse et de la diffusion des données socio-économiques. 	<p>MLWS et des Statistiques du Botswana</p> <p>MLWS et des Statistiques du Botswana</p> <p>Conseils fonciers, conseils de district, Département des terres et Statistiques du Botswana.</p> <p>AUDA-NEPAD, MLWS, Statistics Botswana, Université d'agriculture et de ressources naturelles du Botswana et Université du Botswana</p>

suite page suivante

Tableau 8 Continué

OS1: Améliorer la coordination et la gestion de la production et de la diffusion des statistiques socio-économiques sur les terres.			
Question	Stratégies,	Actions spécifiques	Acteur/agence responsable
<ul style="list-style-type: none"> Mises à jour tardives des bases de données/registres par les autorités locales et centrales sur le foncier Informations contradictoires entre les producteurs/sources de données foncières Récupération et soumission tardives des données par les départements respectifs et les fournisseurs concernés. Pas de diffusion ou diffusion tardive des informations aux utilisateurs 	<ul style="list-style-type: none"> Développer et maintenir une banque de données socio-économiques complètes sur les terres Soutenir le développement des données administratives en tant que source fiable. Harmoniser les processus de production et de diffusion des statistiques socio-économiques sur les terres et les questions liées aux terres entre les principaux fournisseurs de données. 	<ul style="list-style-type: none"> Évaluer les processus de gestion des données Élaborer des lignes directrices et des outils de gestion des données, des méthodes et des classifications standard pour la production de données socio-économiques sur les terres et les questions liées aux terres. Développer des indicateurs socio-économiques pertinents et un système de production de statistiques à partir de sources administratives de données sur les terres et les questions foncières. Développer et maintenir une base de données d'information foncière à guichet unique et un service d'assistance pour produire et diffuser des statistiques de routine Mener des enquêtes socio-économiques et des études connexes sur les questions foncières et liées à la terre Développer un plan de diffusion des données 	<p>Tous les acteurs du secteur foncier, les conseils fonciers, le département des terres, le MLWS et Statistics Botswana.</p> <p>MLWS, Statistics Botswana, Université d'Agriculture et de ressources naturelles du Botswana et Université du Botswana.</p> <p>MLWS et Statistics Botswana</p> <p>Statistics Botswana,</p> <p>Université d'Agriculture et de Ressources Naturelles du Botswana et Université du Botswana</p>

Synthèse

- a) Le Botswana doit adopter une stratégie à trois volets pour : (1) améliorer la coordination et la gestion de la production et de la diffusion des statistiques socio-économiques sur les terres ; (2) renforcer le développement des ressources humaines et la capacité de gestion pour produire, gérer, analyser et diffuser des statistiques et des informations socio-économiques sur les terres ; et (3) renforcer les institutions, les processus et les outils de développement des statistiques socio-économiques utilisés pour collecter des données auprès des autorités locales et gouvernementales et d'autres acteurs clés sur les terres.
- b) Le pays doit entreprendre des enquêtes complètes sur les aspects socio-économiques de la terre et les questions liées à la terre. Statistics Botswana doit élargir la portée de ses enquêtes socio-économiques pour inclure des questions thématiques et ciblées appropriées sur les aspects socio-économiques de la terre pour les secteurs agricoles et non-agricoles de l'économie.
- c) Statistics Botswana doit renforcer sa collaboration avec toutes les parties prenantes clés (en particulier le MLWS) dans le domaine foncier et les questions liées à la terre afin d'utiliser pleinement les données administratives générées sur le lieu de travail. Un mécanisme de partage des données pourrait être établi à Statistics Botswana où les agents de liaison des différentes parties prenantes clés pourraient soumettre à Statistics Botswana leurs données administratives sur les variables clés relatives aux terres et aux questions foncières dans leurs organisations respectives.
- d) Le MLWS doit s'engager à s'éloigner des systèmes de gestion des dossiers sur papier pour passer à un système moderne de gestion des données foncières coordonné, intégré, centralisé et numérisé (électronique) par le biais des initiatives LAPCAS et LIS. Les deux initiatives sont en cours, mais le LAPCAS permet une meilleure coordination et intégration des dossiers et des services de gestion foncière au niveau local et national.
- e) Il est nécessaire que le MLWS, en collaboration avec Statistics Botswana, s'engage dans une formation accélérée et intensive des principales parties prenantes dans les questions foncières afin de les doter des connaissances et des compétences adéquates pour identifier des indicateurs socio-économiques mesurables dans ces domaines pour permettre une planification et une collecte efficaces des données administratives sur le lieu de travail afin d'informer les décisions de politique foncière dans le pays.

Contraintes éventuelles de la stratégie d'amélioration

Les visites d'une semaine, menées par le CREA, le RCMRD et la mission AUDA-NEPAD au Botswana du 22 au 28 septembre 2019, étaient trop courtes pour rencontrer et sensibiliser toutes les parties prenantes clés dans le domaine foncier et les questions connexes dans le pays. Le calendrier serré signifiait qu'il n'était pas possible de revisiter ou d'avoir des réunions de suivi avec les organisations ciblées au cours de cette semaine. Les visites ont également eu lieu à un moment où la plupart des ministères étaient occupés à préparer les fêtes de l'indépendance du pays la semaine suivante, le 30 septembre 2019. La plupart des parties prenantes n'avaient pas de données requises prêtes au moment où elles assistaient aux réunions. Des réunions de suivi pour collecter les données ont dû être organisées après les fêtes de l'indépendance.

Des réunions et des entretiens avec des experts représentant diverses parties prenantes clés ont été menés même après les visites d'une semaine de la mission. Cependant, le personnel ne disposait pas de connaissances suffisantes sur les variables et indicateurs socio-économiques relatifs à la terre et aux questions foncières. Les données disponibles étaient en grande partie administratives, incomplètes, difficilement récupérables, non mises à jour ou présentées dans des formats non cohérents pour que les utilisateurs puissent faire des comparaisons significatives entre les principales parties prenantes.

4. Conclusions et recommandations

Conclusions

- Statistics Botswana est la seule organisation qui collecte et publie des statistiques officielles dans le pays. Il possède une vaste expérience dans la réalisation d'enquêtes socio-économiques au niveau national.
- Plusieurs organisations gouvernementales centrales et locales collectent des données administratives sur les questions foncières au Botswana. Le MLWS est le principal responsable de l'administration et de la gestion des terres dans le pays. En général, le ministère des Terres attribue les terres publiques dans les zones urbaines à des fins résidentielles et commerciales/industrielles, tandis que les conseils fonciers attribuent les terres tribales à toutes fins dans les villages.
- Le Botswana n'a pas entrepris d'enquête complète sur les aspects socio-économiques de la terre et les questions liées à la terre. Cependant, le pays est à un stade avancé de développement d'un système de gestion des données foncières coordonné, intégré, centralisé et numérisé (électronique) grâce aux initiatives LAPCAS et LIS.
- Les enquêtes socio-économiques menées par Statistics Botswana n'étaient pas axées sur les questions foncières. Les questionnaires d'enquête utilisés pour collecter les données ne comportaient pas de nombreuses questions thématiques et ciblées sur les aspects socio-économiques de la terre. Même les quelques questions posées étaient davantage axées sur le type et le mode d'occupation des unités de logement et sur la propriété foncière dans le secteur agricole, au détriment des secteurs non agricoles de l'économie.
- Il est apparu clairement, au cours de la semaine de visite des principales parties prenantes et de l'atelier de sensibilisation, que de nombreuses organisations et la plupart de leur personnel manquaient de connaissances et de compétences adéquates pour identifier des indicateurs socio-économiques mesurables dans les questions foncières qu'ils traitent sur leur lieu de travail. Ainsi, les données administratives collectées sur le lieu de travail ne sont actuellement pas

entièrement analysées et utilisées pour éclairer les décisions de politique foncière dans le pays.

- Les données socio-économiques disponibles sur les terres étaient en grande partie administratives, incomplètes et difficilement récupérables par les utilisateurs. Les bases de données n'étaient pas mises à jour en temps voulu ou les données étaient présentées dans des formats non cohérents. Les utilisateurs ont du mal à utiliser les données provenant de différentes autorités locales et centrales en raison de ces incohérences.
- Le Botswana a reconnu qu'il était nécessaire de mettre en place un guichet unique centralisé et numérisé pour les données et informations foncières dans le pays. Cette initiative devrait avoir un impact positif de grande envergure sur l'accès des utilisateurs aux données et informations foncières et contribuer à promouvoir le développement socio-économique.

Recommandations en vue de la création d'une base de données sur les terres et d'un service d'assistance

Le Botswana dispose d'une infrastructure TIC de base et a besoin d'une assistance technique et financière pour établir un guichet unique centralisé et numérisé de données et d'informations foncières dans le pays.

Le pays est prêt et a travaillé à la mise en place d'un système de gestion centralisé et numérisé des données et informations foncières par le biais des initiatives LAPCAS et LIS avant le lancement du programme de gouvernance foncière de l'AUDA-NEPAD. Le Botswana a mis en place une infrastructure d'information et de communication à l'échelle du pays : une bonne connectivité et une bonne connexion à Internet, des systèmes de serveurs en réseau, une bande passante fonctionnelle, ainsi que du matériel et des logiciels informatiques.

Références

- Adams, M., F. Kalabamu and R. White. 2003. "Land tenure policy and practice in Botswana: Governance lessons for Southern Africa". *Australian Journal of Development Studies*. FIG NO. 45 (2009). Land governance in support of the Millennium Development Goal Global Tool Network. Good Land Governance Policy Paper.
- Holden, S.T., D. Ali, K. Deininger and T. Hilhorst. 2016. A land tenure module for LSMS. Centre for Land Tenure Studies Working Paper No. 1/16. Norwegian University of Life Sciences (NMBU), Centre for Land Tenure Studies (CLTS), Ås, March. ?
- Malatsi, B. and A. Finnstrom. 2011. Reformation of Land Administration in Botswana. Land Tenure in Africa. FIG Working Week 2011 Bridging the Gap between Cultures Marrakech, Morocco, 18-22 May 2011.
- Statistics Botswana (2017). Botswana demography survey. Gaborone. Botswana.
- Statistics Botswana (2017). Agricultural survey census report. Gaborone. Botswana.
- Statistics Botswana (2017). Agricultural Census report. Gaborone. Botswana.
- Statistics Botswana (2015). Botswana multi-topic household survey. Gaborone. Botswana.
- Statistics Botswana (2010). Botswana Core Welfare Indicator Survey. Gaborone. Botswana.
- Statistics Botswana (2006). Labour Force Survey (LFS) 2006. Gaborone. Botswana.
- Statistics Botswana (2006). Population and Housing Census. Gaborone. Botswana.
- Statistics Botswana (2003). Household expenditure and income survey. Gaborone. Botswana

Annexe A



Republic of Botswana



ORDRE DU JOUR DU NEPAD RCMRD		
Jour/Date	Activité	Soutien requis si disponible
22/09/2019	Voyage au Botswana	Transport à l'hôtel
23/09/2019 08h00-08h30 09h30-12h00	Appel de courtoisie à la direction du ministère Séance de rencontre et d'accueil Réunion RCMRD, NELGA ET CREA (tous les directeurs et les responsables techniques)	Lieu : Salle de réunion du ministère,
24/09/2019 08h00-10h00 10h30-12h00 14h00-16h00	COLLECTE ET ARCHIVAGE DES DONNÉES Département de l'eau et de l'assainissement (DWS- Salle de conférence) Secrétaire adjoint du Conseil - Tlokweng Secrétaire adjoint du Conseil Tlokweng (Chambre du conseil foncier de Tlokweng) LAPCAS - chef de projet LIC - Coordinateur (salle de conférence LIC)	Accompagner le consultant auprès des départements Leonard Sweta (RCMRD) Rudo Makunike (NEPAD) Personnel du MLWS Duly Otimile Montshiwa Montshiwa Keamogetse Gontse Magare Moremi

suite page suivante

Annex A Continué		
ORDRE DU JOUR DU NEPAD RCMRD		
Jour/Date	Activité	Soutien requis si disponible
25/09/2019		
08h00-10h00	Directeur de l'aménagement du territoire Tribunal foncier (salle de conférence du tribunal foncier)	Accompagner le consultant auprès des départements Leonard Sweta (RCMRD) Rudo Makunike (NEPAD)
10h30-12h30	Statistics Botswana (Salle de conférence)	
14h00-16h30	Directeur du département des topographies et de la cartographie Directeur de l'enregistrement des titres de propriété Département des terres (Salle de conférence du Département de topographie et de cartographie)	Personnel du MLWS Duly Otimile Montshiwa Montshiwa Keamogetse Gontse Magare Moremi
26.09.2019		
08h30-10h30	Ministère de l'Agriculture - (Salle de conférence du MoA) Département de la faune et de la flore	Accompagner le consultant auprès des départements Leonard Sweta (RCMRD) Rudo Makunike (NEPAD)
10h30-12h00	Ministère des technologies de l'information	
14h00-16h00	Ministère du gouvernement local et du développement rural (Tribal, RDC, DLGDP, DSP) (DLGD - Salle de conférence)	Personnel du MLWS Duly Otimile Montshiwa Montshiwa Keamogetse Gontse Magare Moremi
27/09/2019		
08h00-10h30	REAC / Institut Pula / ONG / Université du Botswana (Planification architecturale) /BUAN (Département de l'agriculture et du bio-système)	
10h30-13h00	(MLWS - Conférence du 2ème étage) Clôture de la réunion et perspectives d'avenir	

Annex B

Orientation : Un module foncier pour les enquêtes Isms, 2016	
Les données complètes sur les ressources foncières des ménages doivent comprendre :	
o	Tailles précises des terres de qualité différente par utilisation des terres/choix de technologie/type de gestion
o	Mesures de la qualité des terres telles que le type de sol, la pente, la profondeur du sol, le système de vidange, la fertilité, le niveau d'infestation par les mauvaises herbes, l'état de dégradation.
o	Investissements détaillés (intensité) sur les terres y compris les technologies de conservation, la plantation d'arbres, l'irrigation, les autres structures sur les terres (bâtiments, etc.)
o	Utilisation détaillée des intrants (intensité) par type et quantité par unité de gestion homogène.
o	Données détaillées sur les résultats obtenus sur les terres
o	Droits de propriété parcelaires (formels et informels) ventilés par individu le cas échéant, origine des terres, délimitation des frontières.
o	Indicateurs de la sécurité foncière de jure et de facto, tels que la reconnaissance et la démarcation des limites des parcelles, l'exposition à l'empiètement, l'exposition à l'expropriation ou à la redistribution, la reconnaissance au sein de la communauté et la concurrence pour les terres, l'exposition aux litiges fonciers dans le passé, l'exposition aux litiges et aux pertes de terres pour d'autres dans la communauté/les zones environnantes, les attentes concernant la sécurité foncière future.
o	Les accords de location de terres avec des données aussi détaillées pour les terres louées que pour les terres possédées,
o	Informations sur les contrats de location de terres pour obtenir des informations précises sur la rentabilité de la location de terres.
Propriété foncière, genre et autonomisation des femmes	
o	Quelle proportion des terres privées est détenue par les hommes et les femmes séparément et quelle proportion est en propriété conjointe ?
o	Quelle est la part des terres appartenant aux hommes et aux femmes séparément et en propriété conjointe qui dispose d'un document légal pour confirmer la propriété ?
o	Les hommes et les femmes bénéficient-ils de la même sécurité d'occupation ?
o	Les ménages dirigés par des femmes bénéficient-ils de la même sécurité d'occupation que les ménages dirigés par des hommes ?
o	Quelle part des terres des ménages a été apportée au mariage par le mari et la femme séparément, et quelle part a été acquise après le mariage ?
o	Comment la terre est-elle partagée et quel est le pouvoir de décision sur la terre au sein du mariage ?

suite page suivante

Annex B Continué

Orientation : Un module foncier pour les enquêtes Isms, 2016	
Propriété foncière, genre et autonomisation des femmes	
o	Qui est responsable de la location des terres et du choix des cultures, de l'achat des intrants, de la fourniture de la main-d'œuvre et de la vente de la production ?
o	Comment les revenus sont-ils partagés au sein de la famille ?
o	Comment les différences entre les sexes sont-elles gérées dans les cas où les droits fonciers coutumiers sont intégrés dans le droit légal ?
o	Comment la rareté et la fragmentation croissantes des terres affectent-elles la répartition des terres entre les sexes par le biais de l'héritage et du mariage ?
o	Quelle est la répartition et le partage des droits de propriété entre les sexes dans les zones urbaines et rurales ?
Productivité et régime foncier	
o	Quelle est la relation entre la taille des exploitations et la productivité des terres ?
o	Dans quelle mesure la structure de propriété assure-t-elle une utilisation efficace des terres ?
o	Dans quelles conditions le développement des grandes exploitations est-il préférable à celui des petites exploitations en tant que stratégie de transformation agricole ?
Droits de propriété et investissements liés à la terre	
o	Dans quelle mesure l'insécurité foncière est-elle répandue et dans quelle mesure nuit-elle aux investissements liés à la terre ?
o	Dans quelle mesure les droits fonciers coutumiers offrent-ils une sécurité d'occupation aux différents groupes de parties prenantes ?
o	Dans quelle mesure la formalisation des droits fonciers coutumiers par la reconnaissance dans le droit statutaire renforce-t-elle la sécurité d'occupation et améliore-t-elle les investissements liés à la terre ?
o	Dans quelle mesure l'insécurité du régime foncier stimule-t-elle l'investissement en tant que mécanisme permettant d'établir des droits de propriété et des droits fonciers plus sûrs ?
o	Dans quelle mesure l'investissement sur les terres louées par rapport aux terres exploitées par leur propriétaire ?
Marchés des ventes de terres	
o	Quel est le degré d'activité des marchés de vente de terres et quelle est leur variabilité spatiale ?
o	Dans quelle mesure les marchés de vente de terres sont-ils liés aux marchés du crédit et les terres sont-elles utilisées comme garantie ?
o	Quelles sont les caractéristiques des vendeurs et des acheteurs de terres ?
o	Ceux qui achètent des terres investissent-ils sur celles-ci et en font-ils un usage productif ?
o	Comment les prix de vente des terres évoluent-ils et quels en sont les facteurs de motivation ?
o	Quelle est l'importance de la part de la population qui est propriétaire de sa résidence ? Quelles sont les caractéristiques des personnes qui ne sont pas propriétaires de leur résidence et quelles sont leurs conditions de logement ?

suite page suivante

Annex B Continué

Orientation : Un module foncier pour les enquêtes Isms, 2016	
Marchés de location de terres	
o	Les marchés de location de terres transfèrent-ils des terres à des producteurs plus efficaces ?
o	Les pauvres ont-ils accès à la terre par le biais du marché de location de terres ?
o	Quels facteurs déterminent la participation aux marchés de location de terres en tant que propriétaires et locataires ?
o	Quelles sont les caractéristiques des personnes qui louent et acquièrent des terres ?
o	Quelle est l'efficacité du fonctionnement des marchés de location de terres ?
o	Quels sont les principaux types de contrats de location de terres, et pourquoi ces formes de contrat dominant-elles ?
o	Quelle est la durée des contrats de location/location de terres ?
o	Dans quelle mesure les terres louées sont-elles gérées de manière efficace et durable ?
o	Existe-t-il des restrictions légales du marché de la location de terres qui entravent l'activité du marché de la location de terres et quelle est la raison de ces restrictions ?
o	Quelles politiques sont pertinentes pour améliorer l'accès au logement pour les pauvres dans les zones urbaines ?
Institutions foncières : Connaissance, confiance, demande de leurs services et informalité	
o	Quelle est la connaissance générale des lois foncières au sein de la population ?
o	Dans quelle mesure les gens sont-ils d'accord avec les lois foncières et y obéissent-ils ?
o	Dans quelle mesure les lois foncières sont-elles appliquées ?
o	Qui est le plus susceptible d'ignorer les lois foncières, quels sont les risques, et quels sont les coûts et bénéfices potentiels ?
o	La population fait-elle confiance aux institutions foncières et aux fonctionnaires qui y travaillent ?
o	Quelles sont les perceptions concernant la performance des fonctionnaires du gouvernement travaillant dans les institutions foncières ?
o	Dans quelle mesure les processus des institutions foncières locales sont-ils transparents et bien documentés ?
Conflits fonciers	
o	Quelle est l'incidence des litiges fonciers, qui est plus exposé et plus susceptible d'être perdant dans ces litiges ?
o	Dans quelle mesure les litiges fonciers sont-ils causés par des violations de la loi dues à un manque d'application ou à des lois peu claires ?
o	Quelles sont les implications économiques et de pauvreté des litiges fonciers ?
o	Quels types de conflits fonciers sont les plus courants ?
o	Quels types de mécanismes de résolution des conflits existent et dans quelle mesure sont-ils accessibles et coûteux ?
o	Quelles sont les interventions politiques utilisées pour réduire les conflits liés à la terre et quelle est l'efficacité de ces mesures ?

Annex C

[Institution d'accueil] et type de données	Objectif de l'enquête	Niveau d'accès aux données par les chercheurs et les décideurs intéressés
<p>[Statistics Botswana] Enquête démographique du Botswana (BDS) 2017</p> <ul style="list-style-type: none"> o Activité économique / emploi (rémunéré / non rémunéré) o Possession de bétail et de terres arables o Caractéristiques du logement (type et mode d'occupation des unités de logement) 	<p>Fournir des informations sur les indicateurs démographiques au Botswana.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Rapports accessibles en ligne : PDF, tableaux et graphiques de synthèse • Données brutes accessibles en ligne (sur demande) : Excel, SPSS
<p>[Statistics Botswana] Enquête multithématique auprès des ménages du Botswana (BMTHS) 2015/16</p> <ul style="list-style-type: none"> o Sources de revenus des ménages o Revenus et dépenses agricoles et non-agricoles o Logement et propriété du bétail o Régime foncier/propriété de terres agricoles 	<p>Fournir un ensemble complet d'indicateurs de la pauvreté et du marché du travail au niveau des ménages et des individus, tels que l'incidence de la pauvreté, les niveaux d'emploi et de chômage.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Rapports accessibles en ligne : PDF, tableaux et graphiques de synthèse • Données brutes accessibles en ligne (sur demande) : Excel, SPSS
<p>[Statistics Botswana] Enquête sur les indicateurs fondamentaux du bien-être au Botswana (BCWIS) 2009/10</p> <ul style="list-style-type: none"> o Caractéristiques de la population o Propriété des terres et du bétail o Emploi par profession/industrie o Revenus et dépenses des ménages o Incidence de la pauvreté o Acquisition de logements/propriété de logements 	<p>Fournir des informations qui pourraient être utilisées pour mieux comprendre la situation de la pauvreté au Botswana.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Rapports accessibles en ligne : PDF, tableaux et graphiques de synthèse • Données brutes accessibles en ligne (sur demande) : Excel, SPSS

suite page suivante

Annex C Continué

[Institution d'accueil] et type de données	Objectif de l'enquête	Niveau d'accès aux données par les chercheurs et les décideurs intéressés
<p>[Statistics Botswana] Enquête sur les revenus et dépenses des ménages (HIES) 1985/86, 1993/94, 2002/3</p> <ul style="list-style-type: none"> o Nombre de ménages et de personnes o Type de location et mode d'acquisition de l'unité de logement o Répartition des personnes par sexe et par âge o Propriété des terres et du bétail o Emploi par secteur économique o Sources de revenu brut o Revenu disponible et dépenses 	Fournir des données actuelles sur les revenus et les dépenses des ménages en vue d'une révision des repères existants pour l'indice des prix à la consommation.	<ul style="list-style-type: none"> • Rapports accessibles en ligne : PDF, tableaux et graphiques de synthèse • Données brutes accessibles en ligne (sur demande) : Excel, SPSS
<p>[Statistics Botswana] Recensement agricole 1983, 1993, 2004, 2015</p> <ul style="list-style-type: none"> o Statistiques sur la production animale et végétale o Les propriétaires fonciers et leurs caractéristiques o Prix des produits, ventes et revenus o Prix des intrants, achats et dépenses 	Fournir des données comparatives sur les indicateurs de production du secteur agricole et d'autres statistiques pertinentes relatives à l'agriculture.	<ul style="list-style-type: none"> • Rapports accessibles en ligne : PDF, tableaux et graphiques de synthèse • Données brutes accessibles en ligne (sur demande) : Excel, SPSS
<p>[Statistics Botswana] Enquête agricole annuelle 2017</p> <ul style="list-style-type: none"> o Statistiques sur la production animale et végétale o Les propriétaires fonciers et leurs caractéristiques o Prix des produits, ventes et revenus o Prix des intrants, achats et dépenses 	Fournir des données chronologiques sur les principaux indicateurs de production dans les sous-secteurs de l'élevage et des cultures pour la prise de décision fondée sur des preuves, la planification du développement ainsi que pour le suivi et l'évaluation des programmes et projets de développement du gouvernement.	<ul style="list-style-type: none"> • Rapports accessibles en ligne : PDF, tableaux et graphiques de synthèse • Données brutes accessibles en ligne (sur demande) : Excel, SPSS
<p>[Statistics Botswana] Recensement de la population et des logements (dernier en date : 2011), tous les 10 ans.</p> <ul style="list-style-type: none"> o Taille, répartition et structure de la population o Activité économique actuelle et habituelle o Fécondité à vie et actuelle o Chômage et migration 	Fournir des informations de base sur la taille, la répartition et la structure de la population du Botswana et sur les caractéristiques de l'habitat.	<ul style="list-style-type: none"> • Rapports accessibles en ligne : PDF, tableaux et graphiques de synthèse • Données brutes accessibles en ligne (sur demande) : Excel, SPSS

suite page suivante

Annex C Continué

[Institution d'accueil] et type de données	Objectif de l'enquête	Niveau d'accès aux données par les chercheurs et les décideurs intéressés
<p>[Statistics Botswana] Enquête sur la main-d'œuvre (EMO) 2005/06</p> <ul style="list-style-type: none"> o Population totale o Activité économique actuelle et habituelle o Taille de l'emploi (formel/informel) o Statistiques sur le chômage et le sous-emploi o Travail des enfants 	Fournir des informations sur la population économiquement active et la situation du marché du travail au Botswana.	<ul style="list-style-type: none"> • Rapports accessibles en ligne : PDF, tableaux et graphiques de synthèse • Données brutes accessibles en ligne (sur demande) : Excel, SPSS
<p>[Conseils fonciers] Disposer de données administratives au niveau du district / sous-district / village sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> o les demandes d'attribution de terres (commerciales/industrielles, champs arables/de labourage, pâturages) o les listes d'attente des demandes de terres o Les transferts de propriété foncière 	Administer et gérer les ressources foncières tribales dans les villages.	<ul style="list-style-type: none"> • Certaines données sont stockées sur papier et ne sont pas facilement récupérables. • D'autres données sont stockées sur des serveurs et sont disponibles en ligne ou sur demande, par exemple LAPCAS et LIS.
<p>[Département des terres] Disposer de données administratives régionales sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> o les demandes d'attribution de terres de l'État (résidentielles, commerciales/industrielles) dans les zones urbaines o les listes d'attente pour les demandes de terrains o les transferts de propriété foncière 	Administer et gérer les ressources foncières de l'État dans les zones urbaines.	<ul style="list-style-type: none"> • Certaines données sont stockées sur papier et ne sont pas facilement récupérables. • D'autres données sont stockées sur des serveurs et sont disponibles en ligne ou sur demande, par exemple LAPCAS et LIS.
<p>[Conseils de district] Disposer de données administratives régionales sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> o les demandes d'attribution de terres publiques (résidentielles, commerciales/industrielles) dans les villages o les listes d'attente pour les demandes de terres o Les transferts de propriété foncière 	administer et gérer les ressources foncières de l'État dans les villages	<ul style="list-style-type: none"> • Certaines données sont stockées sur papier et ne sont pas facilement récupérables. • D'autres données sont stockées sur des serveurs et sont disponibles en ligne ou sur demande, par exemple LAPCAS et LIS.

suite page suivante

Annex C Continué

[Institution d'accueil] et type de données	Objectif de l'enquête	Niveau d'accès aux données par les chercheurs et les décideurs intéressés
<p>[Registre des titres de propriété] Tenir les registres nationaux des terres et des transferts</p>	<p>Enregistrer les titres de propriété conformément à la loi sur l'enregistrement des titres de propriété.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Certaines données sont stockées sur papier et ne sont pas facilement récupérables. • D'autres données sont stockées sur des serveurs et sont disponibles en privé sur des ordinateurs personnels ou sur demande, par exemple, le système d'information du registre des titres (DiIMS).
<p>[Tribunal foncier] Tenir à jour les données administratives régionales : o Registre des appels o Dossiers individuels o Rapports de dossiers</p>	<p>Examiner et déterminer les appels émanant des décisions des conseils fonciers conformément à la loi sur le tribunal foncier (2014).</p>	<ul style="list-style-type: none"> • La plupart des données sont stockées sur papier et sont difficiles à retrouver. • Les rapports de dossiers sont en ligne et disponibles gratuitement pour les utilisateurs.
<p>[Ministère du développement agricole et de la sécurité alimentaire] Tenir à jour les données administratives nationales/de district : o Production/productivité des cultures o Production/productivité du bétail o Pratiques de gestion agricole o Services de conseil agricole o Informations sur la commercialisation</p>	<p>Fournir des données sur la production du secteur agricole et les indicateurs de sécurité alimentaire, ainsi que d'autres statistiques pertinentes relatives à l'agriculture.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • La plupart des données sont stockées sur papier et ne sont pas faciles à récupérer. • D'autres données sont stockées sur des serveurs et sont disponibles en privé sur des ordinateurs personnels ou sur demande, par exemple le système d'information et de traçabilité des animaux du Botswana (BAITS).
<p>[Département de l'eau et de l'assainissement] Tient à jour les données administratives nationales/de district sur : o l'hydrographie o Couverture et utilisation des sols o Bâtiment et habitation o les transports o le cadastre</p>	<p>Fournir de l'eau pour la consommation humaine et tous les secteurs de l'économie et la gestion des services d'assainissement pour le développement socio-économique</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Certaines données sont disponibles en ligne et accessibles aux utilisateurs • D'autres données sont sur des serveurs locaux et ne sont disponibles que sur demande.



Mission

Renforcer les capacités des chercheurs locaux pour qu'ils soient en mesure de mener des recherches indépendantes et rigoureuses sur les problèmes auxquels est confrontée la gestion des économies d'Afrique subsaharienne. Cette mission repose sur deux prémisses fondamentales.

Le développement est plus susceptible de se produire quand il y a une gestion saine et soutenue de l'économie.

Une telle gestion est plus susceptible de se réaliser lorsqu'il existe une équipe active d'économistes experts basés sur place pour mener des recherches pertinentes pour les politiques.

www.aercafrica.org/fr

Pour en savoir plus :



www.facebook.com/aercafrica



www.instagram.com/aercafrica_official/



twitter.com/aercafrica



www.linkedin.com/school/aercafrica/

Contactez-nous :

Consortium pour la Recherche Économique en Afrique
African Economic Research Consortium

Consortium pour la Recherche Économique en Afrique

Middle East Bank Towers,

3rd Floor, Jakaya Kikwete Road

Nairobi 00200, Kenya

Tel: +254 (0) 20 273 4150

communications@aercafrica.org